

Oh là là !

Cela m'emmerde au plus haut point : les commentaires de certains journaloux à propos de la grève des employés de la SNCF en charge de vérifier le bon fonctionnement des voyages ferroviaires à bord des convois. A la veille de Noël et du Nouvel An, les Français sont pris en otages par des grévistes qui réclament toujours plus d'augmentation ! La SNCF a fait savoir que les « otages » potentiels étaient environ huit cent mille et que certains d'entre eux – la majorité - sont déjà assurés que leur train ira les déposer à la gare la plus proche du foyer où les attendent les cadeaux du Père Noël ... Donc beaucoup moins d'un pour cent de la population française doit trouver les moyens idoines pour aller passer le temps en chantant *Petit papa Noël* ... et se rendre à la messe célébrant la nativité de Jésus Christ ignorée, toutefois, par la plupart des habitants de ce beau pays. L'outrance verbale m'énerve et me porte aussi à rire de ces ignorants qui prennent le petit écran (de plus en plus imposant d'ailleurs grâce aux progrès de la technologique consumériste !) pour le trône sur lequel ils assoient leur gloire médiatique et vide de sens.

Passons.

La SNCF n'est plus un service public, pas plus que l'Education nationale ou l'Hôpital public, etc. : le squatter de l'Elysée a achevé le boulot entrepris depuis des décennies par ses prédécesseurs de gauche et de droite, et n'étant ni, ni, ou et, et, il a triomphé des services publics moribonds. L'EDF privatisée, les hôpitaux sans moyens appropriés, l'Ecole qui a perdu de vue qu'elle est celle de la République, la Société nationale des Chemins de Fer qui a délaissé le N de son sigle remplacé par le R des régions pour se consacrer aux TGV : les services publics réduits à n'être que des produits mercantiles et peu soucieux de l'intérêt général de la population, des citoyens, de la Nation. On peut dire que la Laïcité de la société en a pris un sérieux coup puisque l'intérêt des groupes de pression, surtout capitalistes, l'emporte de très loin sur celui de la Nation française.

Dans le brouhaha qu'a suscité la grève des contrôleurs de trains, il est évident que les *media* laissent la part belle aux mécontents de la SNCF qui extériorisent leur colère bien que leurs frais, indus par l'achat d'un billet pour un train qui ne passera pas, soient remboursés par la dite société. Que veulent les contrôleurs réunis en collectif en marge des organisations syndicales ? Une révision de leur statut et l'augmentation de leurs salaires, les primes qu'on leur octroie n'entrant pas dans le décompte de leurs futures retraites. Quoi de plus naturel, en somme. Mais à la veille de Noël ...

Le gouvernement, qui a une foulditude de chats à fouetter, a exigé que les pourparlers reprennent *in extremis* entre la direction plutôt sourde et les syndicats relais du collectif. Résultat : le 23 décembre au soir, sont obtenues des primes plus substantielles que celles proposées jusque-là et la refonte de la carrière ; du coup, la grève s'arrête, même si le *week end* de la nativité est compromis ; mais celui de la Saint Sylvestre se passera comme prévu pour le petit demi pour cent de la population concernée. Ce qu'il peut noter, c'est que les salaires n'augmentent pas aisément quitte à forcer sur les primes à la SNCF et ailleurs.

C'est pourquoi le SNCA e.i.L. Convergence réitère sa demande exigeante de reformuler le barème des indices des rémunérations de la Fonction publique, en revalorisant au-dessus du SMIC les indices les plus bas, et l'ensemble des autres, de façon à rattraper le sempiternel gel du point d'indice, à compasser l'inflation actuelle, à permettre l'embauche des meilleurs étudiants qui se présenteront aux concours, sans oublier la juste mise à niveaux des pensionnés.

Capitalismus delendus est.